

# OCCUPONS POLE EMPLOI !

**Rendez-vous mardi 17 janvier, 9h30 Métro République (Rennes)**

## *Pourquoi occuper les pôles emploi ?*

Le chômage est une réalité pour beaucoup. Occasionnel ou de longue durée, le chômage est une situation subie dont on peut parfois s'accommoder, mais qui est bien souvent synonyme d'incertitude et de fins de mois difficiles. Le chômage est un problème à gérer pour les gouvernements successifs qui continuent à promettre une hypothétique embellie sur le « front de l'emploi » ... quand la crise sera passée. A supposer qu'elle passe. De telles promesses, qui n'engagent à rien, font l'impasse sur l'état de la vie salariée, comme sur les conditions de vie des chômeurs et précaires. Conditions qui ne cessent de s'empirer au fil des mesures censées amoindrir les effets de la crise : réforme des retraites, économies réalisées sur les dépenses d'assurance maladie, et aujourd'hui la TVA dite « sociale ».

Pôle emploi est la courroie de transmission permettant aux discours gouvernementaux méprisant à l'égard des dits « assistés » de prendre corps à travers les mesures visant à suspecter, fliquer, infantiliser, culpabiliser les chômeurs tenus pour responsable de leur sort !

Lutter contre le chômage ? En réalité pôle emploi radie 500 000 chômeurs par an non pas parce que ces derniers auraient retrouvé un emploi mais parce qu'ils n'ont pas été d'irréprochables demandeurs d'emplois. Ils n'ont pas accepté n'importe quel travail à n'importe quel prix dans n'importe quelles conditions ! Ils ont refusé un énième stage CV inutile ! Ils en ont eu marre des contrôles mensuels -qui n'apportent aucun soutien concret sinon la peur au ventre- et se sont laissés radier ! La résistance se paie au prix fort quand on est au chômage ! Seul un renversement de rapport de force peut être en mesure de changer la donne !

Les conseillers à l'emploi sont quant à eux soumis à des pressions managériales qui les obligent à suivre la politique de la maison. Jusqu'à ce qu'ils ploient sous l'injonction à gérer toujours plus de « dossiers » de chômeurs, lesquels recouvrent parfois des situations dramatiques. Ou encore qu'ils acceptent de trahir leurs convictions, en se faisant l'instrument de la machine à radier... Ce ne sont pas les faits divers qui manquent témoignant d'une crise réelle parmi les salariés d'une institution brisant des vies de part et d'autre du guichet.

**Occuper cet espace, y imposer des revendications en mesure d'améliorer immédiatement les conditions de vie des chômeurs et précaires est une nécessité !**

## *Pourquoi à partir du 17 janvier ?*

Un sommet qualifié cyniquement de « social » est convoqué le 18 janvier à l'initiative du gouvernement qui cherche à faire bonne figure en période pré-électorale. Entendons par là qu'il s'agira de présenter aux « partenaires sociaux » tout un lot de mesures visant à rendre le travail encore plus flexible, afin de permettre au patronat d'être plus libre dans sa politique de classe : exploiter au maximum le « potentiel productif » à moindre coût. L'une de ses mesures consiste à remplacer tout ou partie des cotisations patronales sur les salaires, par une augmentation de la TVA - impôt des plus inégalitaire puisqu'il pénalise davantage les pauvres que les riches. TVA baptisée « sociale », bien entendu. Qu'apporteront ces « solutions » du pouvoir aux conditions de vie des précaires qui s'étendent aux statuts garantis d'hier ?

Rien, hormis du pire encore : l'ajout d'une dose supplémentaire de soumission pour tous ceux qui sont ou ceux qui se retrouveront à nouveau provisoirement dans une entreprise. Puis des fins de mois encore plus difficile à boucler pour un plus grand nombre !

Quelle mesure devons-nous attendre de quelconque gouvernement à la solde du capital dont les vues ne sont que de satisfaire l'économie, bien plus que de satisfaire les besoins des humains ?

## *Pourquoi occuper les pôles emploi à partir du 17 janvier ?*

Car il faut bien se ressaisir de la question de nos activités que nous soyons au chômage ou salariés, plutôt que de se laisser gouverner comme de simples variables d'ajustement assignées à une place plutôt qu'à une autre, à tel prix plutôt qu'à un autre, selon les vœux et besoins du capitalisme.

Aussi pour partager nos expériences de précaires et œuvrer à l'amélioration de notre quotidien dans cette réalité où le salariat et son corollaire le chômage, structurent la société.